

MAIRIE DE LOUPIAC

2, rue de la Mairie
81800 LOUPIAC



ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 16/06/2023

CREDIT AMENAGEMENT ROUTE DE L EGLISE

ENEDIS R.O.D.P. 2022

MISE EN PLACE DU RIFSEEP A L ATTENTION DES EMPLOYES COMMUNAUX

FUTURS TRAVAUX CHEMIN PIETONNIER RD13

CONTROLE D ACCES AU FUTUR ESPACE COWORKING

CAGG - CONVENTION DE PRESTATIONS POUR L ASSAINISSEMENT COLLECTIF

PROJET WAKE-BOARD – MODIFICATION ALLEGEE DU P.L.U.

CONSTRUCTION DU LOCAL DE STOCKAGE A DESTINATION DU FUTUR BAR ASSOCIATIF

DECLARATION DU PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE

CONVENTION URBANISME AGGLO / MAIRIE

Mr le Président de séance,
Mr le Maire,
Patrick CAUSSE

Mr le Secrétaire de séance,
Mr le 2^{ème} Adjoint au Maire,
Laurent ESTRADA

**Département du Tarn Arrondissement d'ALBI Canton les Portes du Tarn
Commune de LOUPIAC**

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de LOUPIAC

SEANCE du 16 JUIN 2023

Nombre de membres :

en exercice : 11

présents : 11

votants : 11

L'an deux mille vingt-trois,

le 16 juin à 20 heures 30,

le conseil municipal de la commune de LOUPIAC, dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de

Monsieur CAUSSE Patrick, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Présents : Mmes, Meurs. : CAUSSE Patrick, AUGÉ Gilles, BERTRAND Marylène, BON Nicole, CRETE Bernadette, ESTRADA Laurent, POZZA Pascal, REY Eliane, ROUX Alain, SOULET Jean-Marc, VRECH Jacques.

Représenté : néant.

Absent : néant.

Secrétaire de séance : ESTRADA Laurent.

Objet : Déclaration du projet de centrale photovoltaïque par ENOE : DEL2023_25

Mr le Maire expose que l'entreprise ENOE va déposer auprès de l'Etat une déclaration de projet concernant une centrale photovoltaïque d'environ 13 hectares sur les parcelles section ZI n°125, 122, 25,26,27 et 28 au lieu-dit Jambet. Monsieur le Maire demande aux membres présents d'approuver cette déclaration.

Après délibération, le conseil municipal, par :

2 votes contre : BON Nicole et REY Eliane

1 abstention : VRECH Jacques

8 voix pour :

-approuve cette déclaration ;

-charge Monsieur le Maire de la signature de toutes les pièces se rapportant à cette déclaration.

Ainsi fait et délibéré à Loupiac (Tarn), les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme. Au registre sont les signatures.

Patrick CAUSSE
Maire de Loupiac, Tarn.



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Et publication ou notification

Envoyé en préfecture le 22/06/2023

Reçu en préfecture le 22/06/2023

Publié le

ID : 081-218101491-20230616-DEL2023_24-DE



Département du Tarn Arrondissement d'ALBI Canton les Portes du Tarn
Commune de LOUPIAC

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de LOUPIAC

SEANCE du 16 JUIN 2023

Nombre de membres :

en exercice : 11 L'an deux mille vingt-trois,
présents : 11 le 16 juin à 20 heures 30,
votants : 11 le conseil municipal de la commune de LOUPIAC, dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de
Monsieur CAUSSE Patrick, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Présents : Mmes, Meurs. : CAUSSE Patrick, AUGÉ Gilles, BERTRAND Marylène, BON Nicole, CRÉTÉ Bernadette, ESTRADA Laurent, POZZA Pascal, REY Eliane, ROUX Alain, SOULET Jean-Marc, VRECH Jacques.

Représenté : néant.

Absent : néant.

Secrétaire de séance : ESTRADA Laurent.

Objet : Construction du local de stockage : DEL2023_24

Mr le Maire expose le projet et le plan. La destination du local serait du stockage pour le futur café associatif.

Un devis a été établi par l'entreprise Subsol pour les fondations à hauteur de 4819 € H.T.
Travaux prévus à la rentrée. Pas d'aides sollicitées.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

- approuve ces travaux,
- approuve le devis de l'entreprise pour un montant de 4819 € H.T.
- charge Monsieur le Maire de la signature de toutes les pièces se rapportant à ces travaux.

Ainsi fait et délibéré à Loupiac (Tarn), les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme. Au registre sont les signatures.

Patrick CAUSSE
Maire de Loupiac, Tarn.



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Et publication ou notification



Département du Tarn Arrondissement d'ALBI Canton les Portes du Tarn
Commune de LOUPIAC
Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de LOUPIAC

SEANCE du 16 JUIN 2023

Nombre de membres :

en exercice : 11 L'an deux mille vingt-trois,
présents : 11 le 16 juin à 20 heures 30,
votants : 11 le conseil municipal de la commune de LOUPIAC, dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de
Monsieur CAUSSE Patrick, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Présents : Mmes, Meurs. : CAUSSE Patrick, AUGÉ Gilles, BERTRAND Marylène, BON Nicole, CRETE Bernadette, ESTRADA Laurent, POZZA Pascal, REY Eliane, ROUX Alain, SOULET Jean-Marc, VRECH Jacques.

Représenté : néant.

Absent : néant.

Secrétaire de séance : ESTRADA Laurent.

OBJET DE LA DELIBERATION : Avis sur le bilan de la concertation et sur le projet de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de LOUPIAC avant arrêt en Conseil de communauté DEL2023_23

Exposé des motifs :

La commune de LOUPIAC a demandé le lancement de la révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme le 09 décembre 2021 accepté par le conseil de communauté le 24 octobre 2022.

L'objet de cette révision sous forme allégée porte notamment sur :

- La création d'un STECAL afin d'y établir une activité de loisirs (wakeboard) sur un lac

Aux termes des dispositions de l'article L. 103-6 du Code de l'Urbanisme, il doit être arrêté le bilan de la concertation avant tout arrêt du projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le Maire présente le bilan de la concertation.

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 portant sur les statuts de la Communauté d'agglomération et notamment l'article 6.1.2 - compétences en matière de plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu le règlement d'intervention communautaire en matière d'urbanisme approuvé par le conseil de la communauté d'agglomération dans sa version consolidée du 17 janvier 2023,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Loupiac approuvé par délibération du conseil municipal du 18 octobre 2016,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 16 juillet 2022, exprimant son accord pour le lancement, par la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet, de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Loupiac,

Vu la délibération du conseil de communauté n°233-2022 en date du 24 octobre 2022 prescrivant la révision allégée n°1 du PLU de Loupiac et définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation,

Vu la concertation du public menée sur l'élaboration du projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Loupiac,

Considérant que la concertation menée pour la révision sous forme allégée du plan local d'urbanisme a eu lieu sans interruption du jour de la délibération prescrivant la révision sous forme allégée du Plan Local d'Urbanisme, soit le 22 juillet 2022 ; jusqu'à l'arrêt dudit projet,

Considérant que les modalités de cette concertation, définies par la délibération du conseil de communauté du 24 octobre 2022 ont été accomplies et ont été de nature à assurer une concertation satisfaisante au regard des objectifs visés par l'article L. 103-4 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que le bilan de la concertation sur la révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme présenté par le Maire est positif,

Considérant qu'il y a donc lieu de demander au conseil de communauté d'arrêter le bilan de la concertation et le projet de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Loupiac,



Considérant que le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Loupiac est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration lors d'un examen conjoint et de solliciter l'avis de l'autorité environnementale,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- DE DEMANDER au conseil de communauté de la communauté d'agglomération d'arrêter le bilan de la concertation du projet de révision allégée n°1 du Plan local d'Urbanisme de la commune de Loupiac,
- D'EMETTRE un avis favorable sur l'arrêt du projet de révision allégée n°1 du Plan local d'Urbanisme de la commune de Loupiac par le Conseil de communauté,
- DE DEMANDER au Président de la communauté d'agglomération de réaliser l'examen conjoint auprès de l'Etat et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'urbanisme avant l'ouverture à l'enquête publique et de transmettre le dossier à l'autorité environnementale pour son examen au cas par cas.

Ainsi fait et délibéré à Loupiac (Tarn), les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme. Au registre sont les signatures.

Patrick CAUSSE
Maire de Loupiac, Tarn.



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Et publication ou notification

Département du Tarn

Arrondissement d'ALBI

Canton les Portes du Tarn

Commune de LOUPIAC

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de LOUPIAC

SEANCE du 16 JUIN 2023

Nombre de membres :

en exercice : 11

présents : 11

votants : 11

L'an deux mille vingt-trois,

le 16 juin à 20 heures 30,

le conseil municipal de la commune de LOUPIAC, dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de
Monsieur CAUSSE Patrick, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Présents : Mmes, Meurs. : CAUSSE Patrick, AUGÉ Gilles, BERTRAND Marylène, BON Nicole, CRETE Bernadette, ESTRADA Laurent, POZZA Pascal, REY Eliane, ROUX Alain, SOULET Jean-Marc, VRECH Jacques.

Représenté : néant.

Absent : néant.

Secrétaire de séance : ESTRADA Laurent.

Objet : Compétence assainissement collectif des eaux usées : convention de prestation de services conclue entre la commune de Loupiac et la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet ; DEL2023_22

Monsieur le Maire fait part aux membres présents de la convention de prestation de services conclue entre la commune de Loupiac et la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet concernant la compétence assainissement collectif des eaux usées signée le 22 avril 2021.

La Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet considère qu'à ce jour il y a lieu de redéfinir le périmètre d'intervention de la commune en matière de gestion comptable de la prestation et des contrôles des branchements pouvant être gérés par la communauté d'agglomération.

Un avenant sera conclu et signé entre les 2 parties afin de modifier l'article 3 de la convention initiale : **Modification de l'article 3 de la convention de prestation de service** : Il convient de supprimer les dispositifs rédigés comme tel :

« Les contrôles chez les particuliers des branchements (eau potable, assainissement) ainsi que l'édition d'un certificat de conformité »

« L'édition des engagements comptables de fonctionnement du chapitre 011 sur le budget communautaire et le visa des factures correspondantes. La Commune devra réaliser ses engagements dans le respect des marchés publics contractés par la Communauté ; »

Ledit dispositif sera remplacé par le libellé suivant : « La réalisation auprès d'entreprises et la signature des devis pour toute prestation de fonctionnement envisagée, sauf en cas de marché public ne nécessitant pas d'obtenir de devis, ainsi que la validation du service fait sur simple retour mail auprès de la Communauté. En cas de marché public, la commune devra simplement manifester auprès de la CAGG le besoin que la CAGG traitera en engageant la commande. La CAGG se chargera d'instruire toute demande d'engagement, reçue par mail sur initiative de la commune, via le logiciel comptable (engagement, rapprochement de l'engagement à la facture, contact éventuel avec le fournisseur, récupération du service fait, ...). Le présent avenant prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2023.

Après délibération, le conseil municipal unanime approuve cette modification et charge Monsieur le Maire de la signature de l'avenant.

Ainsi fait et délibéré à Loupiac (Tarn), les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme. Au registre sont les signatures.

Patrick CAUSSE
Maire de Loupiac, Tarn.

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Et publication ou notification



Département du Tarn

Arrondissement d'ALBI

Canton les Portes du Tarn

Commune de LOUPIAC

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de LOUPIAC

SEANCE du 16 JUIN 2023

Nombre de membres :

en exercice : 11

présents : 11

votants : 11

L'an deux mille vingt-trois,

le 16 juin à 20 heures 30,

le conseil municipal de la commune de LOUPIAC, dûment convoqué,

s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de

Monsieur CAUSSE Patrick, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Présents : Mmes, Meurs. : CAUSSE Patrick, AUGÉ Gilles, BERTRAND Marylène, BON Nicole, CRETE Bernadette, ESTRADA Laurent, POZZA Pascal, REY Eliane, ROUX Alain, SOULET Jean-Marc, VRECH Jacques.

Représenté : néant.

Absent : néant.

Secrétaire de séance : ESTRADA Laurent.

Objet : choix de l'entreprise pour le contrôle de l'accès à l'espace coworking : DEL2023_21

Mr Pascal Pozza, adjoint au Maire, explique aux membres présents qu'afin de contrôler et de sécuriser l'accès à l'espace coworking, il y a lieu de poser un système comprenant : un contrôle d'accès, une gestion intra Tone, un ferme-porte et la fourniture de badges pour les utilisateurs sur la porte existante.

Deux devis ont été établis :

E-6TEM -81500 Lavaré : 4951.00 € HT

SMA Portail -81360 Montredon Labessonnié : 2829.50 € HT

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

-approuve ces travaux,

-retient le devis de SMA Portail 81360 Montredon Labessonnié pour un montant de 2829.50 € HT

-charge Monsieur le Maire de la signature de toutes les pièces se rapportant à ces travaux.

Ainsi fait et délibéré à Loupiac (Tarn), les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme. Au registre sont les signatures.

Patrick CAUSSE
Maire de Loupiac, Tarn.



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Et publication ou notification

Département du Tarn Arrondissement d'ALBI Canton les Portes du Tarn
Commune de LOUPIAC

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de LOUPIAC

SEANCE du 16 JUIN 2023

Nombre de membres :

en exercice : 11 L'an deux mille vingt-trois,
présents : 11 le 16 juin à 20 heures 30,
votants : 11 le conseil municipal de la commune de LOUPIAC, dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de
Monsieur CAUSSE Patrick, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Présents : Mmes, Meurs. : CAUSSE Patrick, AUGÉ Gilles, BERTRAND Marylène, BON Nicole, CRETE Bernadette, ESTRADA Laurent, POZZA Pascal, REY Eliane, ROUX Alain, SOULET Jean-Marc, VRECH Jacques.

Représenté : néant.

Absent : néant.

Secrétaire de séance : ESTRADA Laurent.

Objet : Choix de l'entreprise concernant les futurs travaux du chemin piétonnier RD 13 : DEL2023_20

Monsieur le Maire informe le conseil municipal des futurs travaux de réalisation d'un chemin piétonnier le long de la RD 13 d'une longueur d'environ 230 mètres depuis le croisement de l'impasse des Peyrouliès en direction de Couffouleux.

Deux devis ont été établis :

PAGNUCCO TP – 81630 SALVAGNAC : 15778.65 € HT

STPR -81150 MARSSAC SUR TARN : 18912.50 € HT

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité :

-approuve ces travaux,

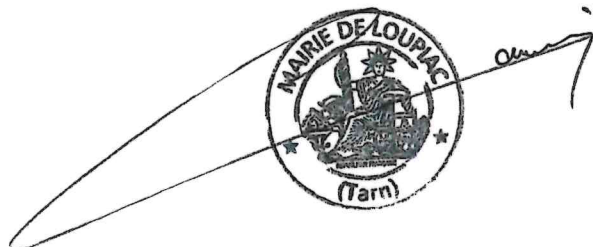
-retient le devis de PAGNUCCO TP – 81630 SALVAGNAC : 15778.65 € HT

-charge Monsieur le Maire de la signature de toutes les pièces se rapportant à ces travaux.

Ainsi fait et délibéré à Loupiac (Tarn), les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme. Au registre sont les signatures.

Patrick CAUSSE
Maire de Loupiac, Tarn.



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Et publication ou notification

Département du Tarn Arrondissement d'ALBI Canton les Portes du Tarn
Commune de LOUPIAC
Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de LOUPIAC

SEANCE du 16 JUIN 2023

Nombre de membres :

en exercice : 11 L'an deux mille vingt-trois,
présents : 11 le 16 juin à 20 heures 30,
votants : 11 le conseil municipal de la commune de LOUPIAC, dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de
Monsieur CAUSSE Patrick, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Présents : Mmes, Meurs. : CAUSSE Patrick, AUGÉ Gilles, BERTRAND Marylène, BON Nicole, CRETE Bernadette, ESTRADA Laurent, POZZA Pascal, REY Eliane, ROUX Alain, SOULET Jean-Marc, VRECH Jacques.

Représenté : néant.

Absent : néant.

Secrétaire de séance : ESTRADA Laurent.

Objet de la délibération : Mise en place du RIFSEEP. DEL2023_19

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article L. 714-4 du code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'avis du comité technique du Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale du Tarn en date du 28 octobre 2016

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, il est proposé à l'assemblée délibérante d'instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP.

Le Maire informe l'assemblée,

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale. Il se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- éventuellement, d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles exclues du dispositif RIFSEEP.

I – Dispositions générales

Article 1 : Bénéficiaires

Sont susceptibles de bénéficier du régime indemnitaire tel que défini dans la présente délibération :

- Les fonctionnaires titulaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les fonctionnaires stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel

Les agents de droit privé ne bénéficient pas des dispositions prévues par la présente délibération.

Article 2 : Modalités d'attribution individuelle

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE et, le cas échéant, au titre du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

Article 3 : Conditions de cumul

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe, exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

Il peut en revanche être cumulé avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel

II – Mise en œuvre de l'IFSE

Article 4 : Détermination des groupes de fonction et montants maxima

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE) ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents.

Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Les fonctions occupées par les fonctionnaires d'un même cadre d'emplois sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- o Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- o Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- o Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de l'Etat.

FILIERE ADMINISTRATIVE

Catégorie et cadres d'emplois	Groupes	Emplois	IFSE Montant maximal annuel
Catégorie A Attachés Secrétaires de mairie	Groupe A 1	Attachés Secrétaires de mairie	36 210
	Groupe A 2		32 130
	Groupe A 3		25 500
	Groupe A 4		20 400
Catégorie B Rédacteurs	Groupe B 1	Rédacteurs	17 480
	Groupe B 2		16 015

	Groupe B 3		14 650
Catégorie C Adjoint administratif	Groupe C 1	Adjoins administratifs	11 340
	Groupe C 2		10 800

FILIERE TECHNIQUE

Catégorie et cadres d'emplois	Groupes	Emplois	IFSE Montant maximal annuel
Catégorie C Adjoins techniques	Groupe C 1	Adjoins techniques	11 340
	Groupe C 2		10 800

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils seront réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Ces montants évolueront au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat.

Les montants individuels pourront être modulés par arrêté de l'autorité territoriale en tenant compte des fonctions exercées et de l'expérience professionnelle de l'agent.

Article 5 : Périodicité de versement

L'IFSE fera l'objet d'un versement annuel.

Article 6 : Modalités de maintien ou suppression de l'IFSE

En ce qui concerne le cas des agents momentanément indisponibles (congé maternité et paternité, accident de service ou maladie professionnelle, congé maladie, congés annuels et autorisation spéciale d'absence, congés pour formation syndicale), il sera fait application des dispositions applicables aux agents de l'Etat (décret n° 2010-997 du 26/08/2010) à savoir :

Le versement de l'IFSE est maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, congés de maladie ordinaire dans la limite du traitement, temps partiel thérapeutique, congé pour accident de travail, accident de trajet, accident de service et congé pour maladie professionnelle.

Les primes et indemnités cesseront d'être versées pendant les congés de longue maladie, grave maladie, longue durée.

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé accordé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé maladie ordinaire lui demeurent acquises.

III – Mise en œuvre du CIA (Complément Indemnitaire Annuel)

Article 7

Il est instauré au profit des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir :

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent. Il tiendra compte des éléments appréciés dans le cadre de l'évaluation professionnelle

Article 8 : Détermination des montants maxima par groupes de fonction

Le CIA peut être attribué aux agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-après, dans la limite des plafonds suivants, eu égard aux groupes de fonctions dont ils relèvent.

FILIERE ADMINISTRATIVE

Catégorie et cadres d'emplois	Groupes	Emplois	CIA Montant maximal
Catégorie A Attachés Secrétaires de mairie	Groupe A 1	Attachés Secrétaires de mairie	6 390
	Groupe A 2		5 670
	Groupe A 3		4 500
	Groupe A 4		3 600
Catégorie B Rédacteurs	Groupe B 1	Rédacteurs	6 390
	Groupe B 2		5 670
	Groupe B 3		4 500
Catégorie C Adjoint administratif	Groupe C 1	Adjoints administratifs	1 260
	Groupe C 2		1 200

FILIERE TECHNIQUE

Catégorie et cadres d'emplois	Groupes	Emplois	CIA Montant maximal annuel
Catégorie C Adjoints techniques	Groupe C 1	Adjoints techniques	1 260
	Groupe C 2		1 200

Article 9 : Périodicité de versement

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Article 10 : Modalités de maintien ou suppression du CIA

En ce qui concerne le cas des agents momentanément indisponibles (congé maternité et paternité, accident de service ou maladie professionnelle, congé maladie, congés annuels et autorisation spéciale d'absence, congés pour formation syndicale), il sera fait application des dispositions applicables aux agents de l'État (décret n° 2010-997 du 26/08/2010) à savoir :

Le versement du CIA est maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, congés de maladie ordinaire dans la limite du traitement, temps partiel thérapeutique, congé pour accident de travail, accident de trajet, accident de service et congé pour maladie professionnelle.

Les primes et indemnités cesseront d'être versées pendant les congés de longue maladie, grave maladie, longue durée.

Toutefois, Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé accordé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé maladie ordinaire lui demeurent acquises.

Article 11 : Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 16 juin 2023.

Envoyé en préfecture le 20/06/2023

Reçu en préfecture le 20/06/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 081-218101491-20230616-DEL2023_19-DE

L'organe délibérant, après en avoir délibéré,

DECIDE d'adopter le régime indemnitaire ainsi proposé à compter du 16 JUIN 2023.

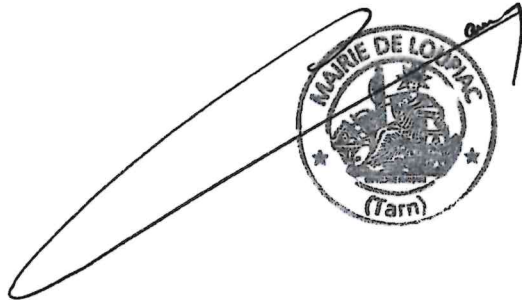
Les crédits correspondant à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrits au budget de la collectivité ou de l'établissement.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

Ainsi fait et délibéré à Loupiac (Tarn), les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme. Au registre sont les signatures.

Patrick CAUSSE
Maire de Loupiac, Tarn.



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Et publication ou notification

Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication par courrier postal (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 7 ; Téléphone : 05 62 73 57 57 ; Fax : 05 62 73 57 40) ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>

Envoyé en préfecture le 20/06/2023

Reçu en préfecture le 20/06/2023

Publié le

ID : 081-218101491-20230616-DEL2023_18-DE



Département du Tarn Arrondissement d'ALBI Canton les Portes du Tarn
Commune de LOUPIAC

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de LOUPIAC

SEANCE du 16 JUIN 2023

Nombre de membres :

en exercice : 11 L'an deux mille vingt-trois,
présents : 11 le 16 juin à 20 heures 30,
votants : 11 le conseil municipal de la commune de LOUPIAC, dûment convoqué,
 s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de
 Monsieur CAUSSE Patrick, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Présents : Mmes, Meurs. : CAUSSE Patrick, AUGÉ Gilles, BERTRAND Marylène, BON Nicole, CRETE Bernadette, ESTRADA Laurent, POZZA Pascal, REY Eliane, ROUX Alain, SOULET Jean-Marc, VRECH Jacques.

Représenté : néant.

Absent : néant.

Secrétaire de séance : ESTRADA Laurent.

Objet : occupation du domaine public communal par ENEDIS- année 2022 : DEL2023_18

Monsieur le Maire fait part aux membres présents d'un courrier transmis par ENEDIS (Electricité en Réseau) concernant la redevance d'occupation du domaine public communal au titre de l'année 2022, son montant s'élève à 221.00 €.

Après délibération, le conseil municipal unanime charge Monsieur le Maire de procéder à l'établissement d'un titre de recettes de 221.00 € afin de percevoir cette redevance.

Ainsi fait et délibéré à Loupiac (Tarn), les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme.

Au registre sont les signatures.

Patrick CAUSSE
Maire de Loupiac, Tarn.

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Et publication ou notification

Envoyé en préfecture le 20/06/2023

Reçu en préfecture le 20/06/2023

Publié le

ID : 081-218101491-20230616-DEL2023_17-DE



Département du Tarn Arrondissement d'ALBI Canton les Portes du Tarn
Commune de LOUPIAC
Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de LOUPIAC

SEANCE du 16 JUIN 2023

Nombre de membres :

en exercice : 11 L'an deux mille vingt-trois,
présents : 11 le 16 juin à 20 heures 30,
votants : 11 le conseil municipal de la commune de LOUPIAC, dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de
Monsieur CAUSSE Patrick, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Présents : Mmes, Meurs. : CAUSSE Patrick, AUGÉ Gilles, BERTRAND Marylène, BON Nicole, CRETE Bernadette, ESTRADA Laurent, POZZA Pascal, REY Eliane, ROUX Alain, SOULET Jean-Marc, VRECH Jacques.
Représenté : néant.

Absent : néant.

Secrétaire de séance : ESTRADA Laurent.

OBJET : Décision Modificative n°1/2023 : vote de crédits pour l'aménagement de la Route de l'Eglise : régularisation du virement de crédits de l'ordonnateur N°1 du 27 avril 2023.
DEL2023_17

Monsieur le Maire informe le conseil municipal du virement de crédits réalisé le 27 avril 2023 dans le cadre de la fongibilité des crédits afin de régulariser l'opération n° 310 « Aménagement routier de la Route de l'Eglise »

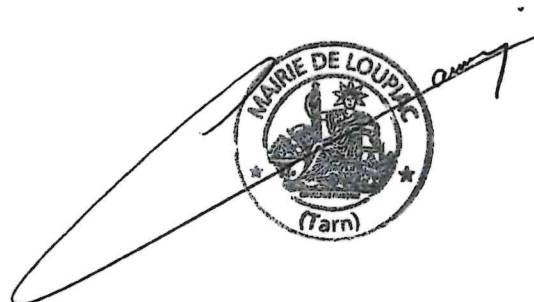
Détail :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 231-310 : AM ROUTIER RTE DE L'EGLISE TR 2		13 000.00 €
D 231-312 : RUE DE LA MAIRIE AM ROUTIER	13 000.00 €	
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	13 000.00 €	13 000.00 €

Le conseil municipal approuve à l'unanimité ce virement de crédits.

Ainsi fait et délibéré à Loupiac (Tarn), les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme. Au registre sont les signatures.

Patrick CAUSSE
Maire de Loupiac, Tarn.



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Et publication ou notification

Département du Tarn Arrondissement d'ALBI Canton les Portes du Tarn

Commune de LOUPIAC

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de LOUPIAC

SEANCE du 16 JUIN 2023

Nombre de membres :

en exercice : 11 L'an deux mille vingt-trois,
présents : 11 le 16 juin à 20 heures 30,
votants : 11 le conseil municipal de la commune de LOUPIAC, dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de
Monsieur CAUSSE Patrick, Maire.

Date de convocation : 08/06/2023

Présents : Mmes, Meurs. : CAUSSE Patrick, AUGÉ Gilles, BERTRAND Marylène, BON Nicole, CRETE Bernadette, ESTRADA Laurent, POZZA Pascal, REY Eliane, ROUX Alain, SOULET Jean-Marc, VRECH Jacques.

Représenté : néant.

Absent : néant.

Secrétaire de séance : ESTRADA Laurent.

Objet de la délibération : Convention relative à l'instruction des actes et autorisations d'urbanisme entre la commune et la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet DEL2023_16

Compte-tenu de la mise en œuvre communautaire d'un service instructeur technique et administratif des actes et autorisations d'urbanisme à la disposition des communes, il appartient aux communes de conventionner avec la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet afin qu'elle puisse les accompagner dans l'instruction des actes et autorisations d'urbanisme.

La convention a pour objet de définir les conditions et modalités du service d'instruction communautaire des actes et autorisations d'urbanisme à partir du 1^{er} juillet 2023 et précise notamment :

- Les missions du service d'instruction communautaire,
- Les engagements respectifs de chaque partie.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- De valider les termes de cette convention
- D'autoriser le Maire à la signer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve la conclusion de la convention relative à l'instruction des actes et autorisations d'urbanisme entre la commune et la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet à compter du 1^{er} juillet 2023,
- Valide les termes de cette convention,
- Autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à l'accomplissement des présentes.

Ainsi fait et délibéré à Loupiac (Tarn), les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme. Au registre sont les signatures.

Patrick CAUSSE
Maire de Loupiac, Tarn.

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Préfecture
Et publication ou notification

